

## Burundi : la « purge » de l'armée racontée par des officiers en exil

LE MONDE, 12.04.2017 TÂ%MOIGNAGES - Depuis le putsch manqué de 2015, les gradés tutsi sont nombreux à avoir quitté le pays. « Ceux qui restent craignent pour leur vie », explique un colonel. « Je savais que j'allais être traité comme un imbécile, avec femmes et enfants. » En décembre 2016, alors qu'il participe à la mission de maintien de paix de l'ONU en République centrafricaine, le colonel Adolphe Manirakiza décide de ne pas rentrer au Burundi. Il a pourtant passé plus de vingt-sept ans dans l'armée, dont cinq comme porte-parole officiel.

Jusqu'à la tentative de coup d'État de mai 2015, l'institution était une fierté nationale. Rebelle et moderniste, elle avait permis de mettre fin à la guerre civile de 1993, engagée sur les thèses somaliennes et centrafricaines, elle symbolisait la conciliation d'un pays hanté par les conflits ethniques : en vertu des accords d'Arusha signés en 2000, ses rangs étaient composés pour moitié de Hutu et pour moitié de Tutsi. Mais le coup d'État manqué de mai 2015 a fait vaciller cet équilibre. À l'époque, le président Pierre Nkurunziza affiche sa volonté de briguer un troisième mandat consécutif, malgré l'opposition de la rue. Entre les membres historiques des Forces armées burundaises (FAB), pour la plupart tutsi, et les ex-rebelles hutus du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir), les haines enfouies se ravivent. Le général Godefroid Niyombare, soutenu par plusieurs officiers de haut rang, essaye de renverser le pouvoir en place. En vain. La répression s'abat durement sur les putschistes et, bientôt, tous les officiers suspectés de sympathies avec l'opposition, a fortiori s'ils sont Tutsi. « Ils peuvent être appréhendés, torturés, tués sur un simple soupçon ou une dénonciation calomnieuse », fustige le colonel Manirakiza. « Ceux qui le peuvent décident de quitter le territoire, ceux qui restent vivent dans la peur. » Selon un rapport de l'International Group (ICG) paru le 5 avril, la « polarisation politique » a « violemment atteint » l'armée burundaise : « l'effort de capturer l'institution militaire par une campagne de purge et d'élimination en son sein des opposants supposés au troisième mandat » en premier lieu les officiers de l'armée de l'avant-guerre et les officiers tutsi. Le colonel Jean Bikomagu, ancien chef d'État-major lors du coup d'État de 1993 contre le président hutu Melchior Ndadayimana assassiné en août 2015. La « documentation » les surveille. « Beaucoup d'amis ont été emprisonnés ou exécutés », assure le capitaine Epitace Nimbona, exilé depuis trois mois. Pendant la crise électorale de 2015, il est posté avec son unité dans un quartier contestataire de Bujumbura. « Des policiers sont venus pour tuer des manifestants pacifiques. Je me suis interposé. Je leur ai dit que tant que j'étais là, ils ne pourraient pas tirer sur la foule. » Une intervention qui lui coûtera cher : la « documentation », surnom des services de renseignement burundais, commence à le surveiller de près. Son départ en Centrafrique dans le cadre de la mission de l'ONU lui permet d'échapper de justesse à une arrestation. Mais les ennuis ne sont pas terminés pour autant. « Quand j'étais en Centrafrique, ils ont perquisitionné mon domicile de multiples reprises. Puis des hommes sont venus trouver mon épouse et l'ont accusée d'être une rebelle. Elle n'avait pas d'autre choix que de quitter le pays », raconte-t-il. En opération, les soldats suivent de loin la répression. Via les réseaux sociaux, notamment, beaucoup expriment leur opposition au régime. De quoi attirer les sbires du pouvoir central, qui s'infiltrèrent au sein des troupes. Parmi les ex-rebelles du CNDD-FDD intégrés à l'armée par les accords d'Arusha, « certains recevaient de l'argent pour se battre », affirme Epitace Nimbona : « Personne n'était là. Ça a vraiment affecté le moral des troupes. » Des rumeurs inquiétantes arrivent du pays : des militaires tutsi, de retour d'opération, ont été arrêtés dès leur arrivée à l'aéroport de Bujumbura et ont disparu sans laisser de traces. Epitace Nimbona réclame des informations « fiables » indiquant qu'il sera « tué » à son retour. Le 30 janvier, deux jours de la fin du putsch, il décide de ne pas rentrer au Burundi. « C'est quand même regrettable quand tu as servi le pays pendant dix-sept ans ! J'ai fait la Centrafrique, la Somalie ! C'est quand même regrettable ! » Considérés comme des traîtres, les officiers tutsi ont un sentiment chez le colonel Manirakiza : « Je savais bien que quelque chose se tramait, mais je pensais rentrer quand même », assure-t-il. Parce que j'ai servi pendant vingt-sept ans dans cette armée et que je l'aimais. Mais dans les jours avant mon retour, j'ai eu des informations. J'étais certain de mourir si je rentrais chez moi. Il décide de mettre sa famille à l'abri et lui enjoint de quitter le Burundi, avant d'annoncer sa démission. Considérés d'opposants par le régime, les deux officiers sont désormais réfugiés avec les leurs quelque part dans la région des Grands Lacs. L'un comme l'autre ne cachent pas leur inquiétude quant au devenir du pays : « Tout cela est depuis longtemps, soutient le colonel Manirakiza. Le régime veut éliminer les Tutsi pour que l'armée soit uniquement composée de Hutu. À long terme, ils veulent ethniciser tout le pays. » Par Camille Laffont

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});